

98.038

Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Änderung

Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBI 1999 1979)
 Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)
 Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 16.09.02 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 17.09.02 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Text des Erlasses 1 (BBI 2002 8240)
 Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7658)

1. Schweizerisches Strafgesetzbuch 1. Code pénal suisse

Lauper Hubert (C, FR), pour la commission: Lorsque, pour le vote final, la Commission de rédaction procède à des modifications importantes d'un texte elle doit, conformément à l'article 32 alinéa 2 de la loi sur les rapports entre les Conseils, commenter celles-ci devant les Conseils. Or, dans le premier texte qui vous est soumis, le Code pénal, la Commission de rédaction a procédé à deux modifications importantes.

Je vous commente la première. Il s'agit de ceci: le livre I, la partie générale du Code pénal, a été conçu dès le départ comme une révision totale. Par contre, la révision du livre III était prévue sous la forme d'une révision partielle. Les articles révisés présentaient, outre le nouveau numéro d'article, le numéro entre parenthèses de l'article actuel, repris en tout ou partie. De nombreux articles et alinéas étaient pourvus de la mention «texte actuel». La Commission de rédaction a décidé de présenter pour le vote final la révision du livre III également sous la forme d'une révision totale. Le texte des articles révisés est donc présenté entièrement, ce qui d'une part améliore sensiblement la lisibilité, et d'autre part facilite grandement l'intégration du texte révisé dans le Recueil systématique. Cette manière de procéder a été vivement recommandée par la Chancellerie fédérale.

S'agissant de la deuxième modification importante, il s'agit de la suppression, dans le Code pénal qui vous est soumis, des références à la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. En effet, les règles de la technique législative interdisent des références à des lois qui n'ont pas encore été adoptées, ce qui est le cas pour la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Dès lors, il a fallu supprimer des passages dans deux articles du projet qui seront intégrés avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi régissant la condition pénale des mineurs. Il s'agit des articles 9 alinéa 2 deuxième phrase «4. Conditions personnelles» et 369 alinéa 2 lettre d «ou d'une privation de liberté» et 372 alinéa 4 lettre c concernant l'élimination d'une inscription portée au casier judiciaire. Par contre, dans la disposition concernant

l'entrée en vigueur, qui figure au chiffre VIII, il était indispensable de citer la loi régissant la condition pénale des mineurs en raison de l'entrée en vigueur simultanée des deux actes législatifs.

Voici ces deux modifications commentées.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 98.038/3251)

Für Annahme des Entwurfes 136 Stimmen

Dagegen 29 Stimmen

99.076

Teilrevision des Mietrechtes und Volksinitiative «Ja zu fairen Mieten»

Révision partielle du droit de bail et initiative populaire «pour des loyers loyaux»

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 15.09.99 (BBI 1999 9823)
 Message du Conseil fédéral 15.09.99 (FF 1999 9127)
 Nationalrat/Conseil national 04.12.00 (Erstrat – Premier Conseil)
 Nationalrat/Conseil national 05.12.00 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 11.12.00 (Fortsetzung – Suite)
 Bericht RK-SR 11.12.00
 Rapport CAJ-CE 11.12.00
 Ständerat/Conseil des Etats 14.12.00 (Frist – Délai)
 Ständerat/Conseil des Etats 04.12.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
 Ständerat/Conseil des Etats 05.12.01 (Fortsetzung – Suite)
 Nationalrat/Conseil national 14.12.01 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)
 Ständerat/Conseil des Etats 14.12.01 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)
 Nationalrat/Conseil national 04.03.02 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)
 Nationalrat/Conseil national 12.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 12.03.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Text des Erlasses 1 (BBI 2002 2737)
 Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 2568)
 Nationalrat/Conseil national 05.06.02 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 18.09.02 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 26.09.02 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 30.09.02 (Fortsetzung – Suite)
 Ständerat/Conseil des Etats 26.11.02 (Differenzen – Divergences)
 Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 03.12.02
 Nationalrat/Conseil national 09.12.02 (Differenzen – Divergences)
 Ständerat/Conseil des Etats 10.12.02 (Differenzen – Divergences)
 Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
 Text des Erlasses 2 (BBI 2002 8234)
 Texte de l'acte législatif 2 (FF 2002 7652)

2. Obligationenrecht (Miete)

2. Code des obligations (Bail à loyer et à ferme)

de Dardel Jean-Nils (S, GE): M. Couchepin, conseiller fédéral, devant le Conseil des Etats, a suggéré de repousser la publication de cette loi pour le cas où elle serait adoptée au vote final. Toutefois, les présidents des Commissions des affaires juridiques des deux Chambres ne se sont pas associés à cette procédure. Nous prenons donc acte que cette loi sera publiée dans le délai usuel après le vote final, si celui-ci est positif.

En ce qui concerne le groupe socialiste, il votera contre cette révision de la législation sur le bail à loyer. Cette révision réduit massivement le rôle de la loi dans la fixation des loyers. Elle encourage les bailleurs à pratiquer les loyers du marché les plus hauts et à y rajouter encore 15 pour cent. C'est risible, mais c'est évidemment dramatique pour les locataires. Cette loi encourage une pratique de résiliation des baux dans le but de faire pression sur les locataires et de les con-

traindre à accepter les loyers du marché plus 15 pour cent. En cas de changement de propriétaire, les explosions de loyers sont programmées par ce projet en référence aux loyers du marché plus 15 pour cent.

Comme la solution de compromis de l'«accord romand» n'a pas été retenue par le Parlement, l'initiative populaire «pour des loyers loyaux» reste aujourd'hui la seule alternative crédible au droit actuel et aux défauts qu'il présente.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.076/3253)

Für Annahme des Entwurfes 98 Stimmen

Dagegen 71 Stimmen

99.094

Sonntags-Initiative. Volksinitiative

Initiative des dimanches. Initiative populaire

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 01.12.99 (BBl 2000 503)

Message du Conseil fédéral 01.12.99 (FF 2000 461)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 04.10.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 03.12.01 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.01 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 14.12.01 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 04.03.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 11.03.02 (Differenzen – Divergences)

Bericht KVF-NR 15.03.02

Rapport CTT-CN 15.03.02

Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Frist – Délai)

Ständerat/Conseil des Etats 24.09.02 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses 1 (BBl 2002 8158)

Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7575)

1. Bundesbeschluss zur Volksinitiative «für einen auto- freien Sonntag pro Jahreszeit – ein Versuch für vier Jahre (Sonntags-Initiative)»

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour un dimanche sans voitures par saison – un essai limité à quatre ans (Initiative des dimanches)»

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 99.094/3255)

Für Annahme des Entwurfes 96 Stimmen

Dagegen 70 Stimmen

00.072

Berufsbildungsgesetz

Loi sur la formation professionnelle

Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 06.09.00 (BBl 2000 5686)

Message du Conseil fédéral 06.09.00 (FF 2000 5256)

Nationalrat/Conseil national 27.11.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 28.11.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 06.12.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 19.09.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 26.11.02 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 03.12.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 11.12.02 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 12.12.02

Nationalrat/Conseil national 12.12.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 12.12.02 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2002 8320)

Texte de l'acte législatif (FF 2002 7739)

Bundesgesetz über die Berufsbildung

Loi fédérale sur la formation professionnelle

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 00.072/3256)

Für Annahme des Entwurfes 171 Stimmen

(Einstimmigkeit)